

Les entraves aux manuels numériques dans les écoles du Québec

De l'immobilisme ministériel à la concurrence entre les maisons d'édition scolaire

Gabriel Dumouchel, Aurélien Fiévez and Audrey Raynault

Number 174, 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/73624ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dumouchel, G., Fiévez, A. & Raynault, A. (2015). Les entraves aux manuels numériques dans les écoles du Québec : de l'immobilisme ministériel à la concurrence entre les maisons d'édition scolaire. *Québec français*, (174), 24–25.

Les entraves aux manuels numériques dans les écoles du Québec

De l'immobilisme ministériel à la concurrence entre les maisons d'édition scolaire

GABRIEL DUMOUCHEL *, AURÉLIEN FIÉVEZ ** ET AUDREY RAYNAULT ***

Alors qu'une étude française a récemment révélé qu'un enseignant sur trois utilisait un manuel numérique (Savoir Livre, 2014), l'implantation de cet outil demeure sporadique chez les enseignants du Québec. Pourtant, une récente étude québécoise sur l'utilisation de l'iPad en contexte scolaire auprès de plus de 6 000 élèves et 300 enseignants révèle que cet outil faciliterait l'usage des manuels numériques (Karsenti et Fiévez, 2013). À terme, l'implantation de plus en plus massive des tablettes tactiles dans les écoles de la province pourrait donc aller de pair avec une intégration des manuels numériques. Toutefois, ces outils présentent encore de nombreux défis auxquels sont confrontés maisons d'édition scolaire, enseignants, élèves et parents. Nous proposons donc dans ce texte un bref portrait de la place octroyée aux manuels numériques dans les milieux scolaires québécois pour mieux conclure avec quelques recommandations à l'égard des différents acteurs concernés.

QUELQUES AVANTAGES GÉNÉRAUX DU MANUEL NUMÉRIQUE

En plus d'alléger le cartable des élèves et de favoriser le développement de leurs compétences technologiques, les manuels numériques représentent une source de motivation pour les élèves aux dires des

enseignants (Karsenti et Fiévez, 2013). De plus, ces instruments permettent une personnalisation, un transfert et une mise à jour rapide de son contenu. Aussi, ses fonctionnalités interactives favorisent la collaboration et la communication entre les élèves. Enfin, le caractère numérique du manuel rend cet outil disponible à travers le temps et l'espace. Toutefois, ces avantages notables sont à relativiser au regard des divers types de défis qui accompagnent l'arrivée des manuels numériques dans les classes québécoises.

LES DÉFIS DU MANUEL NUMÉRIQUE AU QUÉBEC

Parmi les défis relevés tant dans la littérature que chez les enseignants consultés, nous pouvons d'abord noter la dispendieuse question des équipements et budgets insuffisants pour doter chaque élève d'un ordinateur portable ou d'une tablette tactile qui leur servirait à utiliser ces manuels. Parallèlement, certains avancent que l'amélioration des capacités de personnalisation de ces manuels nécessite que chaque élève ait son support numérique. D'autre part, quelques aspects techniques font aussi partie des critiques faites à leur égard. De fait, Karsenti et Fiévez (2013) signalent dans leur étude que de nombreux élèves et enseignants considèrent que certains manuels québécois sont peu adaptés aux tablettes

tactiles puisqu'ils exigent une connexion constante avec le réseau Internet. De plus, l'interactivité est peu présente dans les manuels actuels, qui ne permettent souvent qu'une annotation sommaire. Enfin, des enseignants sont pris au dépourvu quand des problèmes techniques surviennent. En effet, peu importe le support d'origine (en ligne ou sur clé USB), le service après-vente n'est pas toujours au rendez-vous et les enseignants se retrouvent alors démunis.

Par ailleurs, le contenu des manuels numériques est remis en question par plusieurs membres du personnel enseignant. Au Québec, bon nombre d'entre eux considèrent que les informations y sont désuètes et déconnectées de la réalité de l'élève. En effet, certains manuels décontextualisent de façon excessive les connaissances dans des situations d'apprentissage éloignées du vécu de l'élève et trop longues à réaliser. De plus, notons que le contenu des manuels numériques diffère selon la discipline et la maison d'édition. Par conséquent, l'utilisation exclusive d'un manuel cloisonne le travail de l'enseignant et contribue à une certaine marchandisation de l'éducation. Or, l'enseignant devrait plutôt pouvoir s'inspirer de différents manuels afin de concevoir sa planification annuelle des apprentissages. De leur côté, les éditeurs scolaires québécois aimeraient produire des manuels numériques de qualité et d'actualité, tant

pour les enseignants que pour leurs élèves. Cependant, à l'heure actuelle, ils attendent toujours que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) élabore un plan détaillé d'une vision du numérique pour tout le réseau scolaire (Lachapelle, 2014). Parallèlement, nous constatons que le Bureau d'approbation du matériel didactique (BADM) utilise actuellement des formulaires de demande d'approbation datant de près de 10 ans et qui concernent notamment les audiocassettes¹. Bref, le développement des manuels numériques semble confronté à la lenteur bureaucratique des instances gouvernementales qui ont pour mandat de les approuver. Toutefois, ces mêmes maisons d'édition sont aussi en train de compliquer la situation en établissant chacune leurs propres plateformes, standard et format pour offrir et gérer leurs manuels numériques (Stasse, 2012). À ce manque de standardisation de l'industrie s'ajoute le fait que des parents d'élèves québécois déplorent de ne pas pouvoir acheter des manuels numériques d'occasion et de ne pas être en mesure de permettre à leurs jeunes enfants de réutiliser les manuels de leurs frères ou sœurs plus âgés en raison de licences (Ouimet, 2013). Or, dans une ère marquée au fer rouge par la distribution de copies illégales de documents sur Internet, il peut être argumenté que le cloisonnement des manuels au sein de plateformes à abonnements répondent entre autres à des objectifs de protection contre le piratage de la part des maisons d'édition scolaire. Cependant, cela signifie aussi que l'achat d'un manuel numérique neuf devient par le fait même programmé par sa récurrence à chaque année scolaire. Ce sont donc les parents d'élèves et les milieux de pratique qui doivent payer le prix de cette approche entravant la transférabilité et la pérennité de l'usage de ces outils d'enseignement et d'apprentissage.

Soulignons toutefois que deux options principales s'offrent à ceux qui souhaitent utiliser des manuels numériques sans nécessairement passer par les maisons d'édition scolaire québécoises. D'une part, il y a les manuels libres d'accès qui sont disponibles gratuitement sur Internet tels que ceux de *lelivrescolaire.fr*² et de *Sésamaths*³, dont le contenu est à jour et de qualité. Cependant, cette option est souvent adaptée aux besoins des enseignants de l'Hexagone. Cela signifie que l'enseignant québécois

doit d'abord en adapter le contenu afin qu'il réponde adéquatement à la progression des apprentissages du MELS. D'autre part, certains sites web et logiciels permettent à des enseignants de créer leur propre manuel numérique selon leurs besoins précis, de les partager à leurs collègues ou même de faire participer leurs élèves à leur création.

QUELQUES RECOMMANDATIONS

Bien que les manuels numériques présentent des atouts indéniables en éducation, les quelques défis relevés nous amènent à émettre des recommandations pour améliorer l'utilisation de ces outils en contexte québécois. Tout d'abord, à l'instar des maisons d'édition scolaire du Québec, nous considérons qu'il serait temps que le MELS se positionne et élabore une vision claire et précise de la place du numérique dans l'ensemble du réseau scolaire. Ceci permettrait notamment au BADM de donner des lignes directrices pour la conception et la distribution des manuels numériques dans les écoles québécoises. Ensuite, afin de parer aux problèmes rencontrés lors de l'utilisation des multiples plateformes créées par les maisons d'édition, nous proposons trois solutions novatrices. Une première solution serait de mettre en place une plateforme provinciale encadrée par le MELS et plus particulièrement par le BADM. Ce faisant, chaque maison d'édition y déposerait ses manuels. Ces derniers seraient d'abord évalués et approuvés par le BADM pour ensuite être analysés par leurs conseillers technopédagogiques et disciplinaires. Ce procédé permettrait d'assurer une meilleure adéquation du contenu des manuels avec la progression des apprentissages du MELS. Cela répondrait également aux besoins réels des milieux scolaires, qui feraient alors appel aux divers conseillers plutôt que d'interagir avec les représentants des maisons d'édition. Une seconde solution – moins radicale – serait que toutes les plateformes reposent sur un format standard et approuvé par le MELS. Enfin, une troisième solution serait d'établir une plateforme québécoise de création et de diffusion de manuels numériques libres d'accès, à la manière de *lelivrescolaire.fr*. Des enseignants pourraient ainsi concevoir, déposer et partager leurs propres créations didactiques, ce qui représenterait aussi des économies non négligeables en cette période d'austérité scolaire.

En somme, ce bref portrait nous amène à démontrer que ce ne sont pas uniquement les usages du manuel numérique qui importent, aussi réfléchis soient-ils, mais également les mécanismes qui sont liés à leur conception et à leur distribution. Autrement dit, l'analyse de l'élaboration, du contenu et de la diffusion de ces manuels dans les écoles devient complémentaire à l'analyse de leurs usages. D'ailleurs, cette même logique pourrait être appliquée à tout outil technologique qui fait l'objet d'une intégration en milieu scolaire. *

* Doctorant en psychopédagogie, Université de Montréal

** Doctorant en psychopédagogie, Université de Montréal

*** Conseillère technopédagogique, étudiante-chercheuse, Université de Montréal

Notes et références

KARSENTI, T. et FIÉVEZ, A. *L'iPad à l'école : usages, avantages et défis*. Montréal, CRIFPE, 2013.

LACHAPPELLE, J. H. « Les élèves québécois auront-ils de nouveaux manuels scolaires ? », 2014, repéré à <http://www.anel.qc.ca/les-eleves-quebecois-aurent-ils-de-nouveaux-manuels-scolaires/>

OUIMET, L. « Manuels scolaires électroniques : trop chers et peu fiables ? » Ici Radio-Canada, Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2013/10/13/003-manuels-scolaires-electroniques-parents-eleves-critiquent-cout-fiabilite.shtm>. (13 octobre 2013)

SAVOIR LIVRE. « Les usages des ressources numériques en 2014 : principales évolutions depuis 2011 », 2014, repéré à <http://www.savoirlivre.com/docs/DOSSE-PRESSE-VDEFDEFDEF-SOFRES.pdf>.

STASSE, S. « À propos des tablettes tactiles », 2012, repéré à <http://www.sebastienstasse.com/?p=390>.

1 <http://www1.mels.gouv.qc.ca/bamd/index.asp?page=doc>

2 <http://lelivrescolaire.fr/>

3 <http://manuel.sesamath.net/>